

pensateurs". Personne ne savait si ces droits seraient hauts ou bas, et Dieu seul savait comment ils varieraient selon les fantaisies des divers pays dont l'orientation de notre politique douanière aurait dépendu.

Quand j'ai écouté, l'autre jour, l'ancien premier ministre, je dois lui dire, sans lui manquer de respect, que mon intérêt se mélangeait plus ou moins d'amusement, quand il a défendu les quatorze points de sa nouvelle politique et conclu en disant: "Monsieur l'Orateur, le parti libéral et moi nous garantissons la stabilité du tarif au Canada". Il y a longtemps que j'ai exprimé bien clairement mes vues à la Chambre et je n'ai pas l'intention de citer mes discours d'autrefois pour prouver que j'avais raison. Toutefois, les honorables députés qui sont membres de cette Chambre depuis quelques années savent que j'ai demandé à maintes reprises à l'ancien gouvernement d'encourager plus équitablement l'agriculture. On nous accuse d'avoir relevé le tarif. L'ex-ministre de l'Intérieur (M. Stewart) a dit hier qu'il eût été plus avantageux pour le Canada de diminuer les droits d'importation au lieu de les augmenter, comme le gouvernement actuel l'a fait. Un instant après il ajoutait que nous devrions pratiquer l'inflation du crédit afin d'acheter là où les prix sont les plus avantageux. Pendant ce temps-là, les pays avec lesquels nous commerçons ne connaîtraient pas la valeur réelle de notre monnaie. C'est là une nouvelle conséquence.

Si la période de 1920 à 1929 a véritablement été une ère de prospérité, il y a lieu d'examiner les progrès de notre pays au cours de ces années. Quelle a été la tendance générale? En 1920, nous vendions pour 27 millions de dollars de plus de produits agricoles et manufacturés que nous n'en achetions, tandis qu'en 1929, la dernière année de cette ère de prospérité dont les honorables députés de l'opposition se vantent tellement, nos importations dépassaient nos exportations de 243 millions. Ces chiffres nous font voir dans quelle direction nous progressions. Ils font comprendre l'une des raisons pour lesquelles nous devons dépenser 26 millions pour l'immigration. Le gouvernement d'alors, au moment où il a abandonné le pouvoir, avait créé une situation telle que plus de gens quittaient le Canada qu'il n'en arrivait. En 1922, 72,000 immigrants britanniques entraient au Canada, tandis qu'en 1929 le nombre de ceux qui nous ont quittés à destination du Royaume-Uni a dépassé de 10,000 le nombre des arrivants de la mère patrie. Ceci se passait pendant la dernière année de la période de prospérité, un an avant même que l'opposition actuelle eût admis que nous étions en temps de crise. Que serait-il arrivé si nous avions

inauguré un régime de tarifs peu élevés? Y a-t-il un seul député à votre gauche, monsieur l'Orateur, ou dans le groupe encore plus radical de l'extrême gauche, qui songerait à soutenir que nous serions dans une meilleure situation maintenant si nous avions abaissé le tarif en 1930, surtout quand l'on songe que nous devions payer un million de dollars par jour à la République américaine, en remboursement de dettes en grande partie contractées par l'ancien gouvernement? Dans le même temps, chaque jour de la semaine sauf le dimanche, nous achetions de nos voisins pour un million de marchandises de plus que nous ne leur en vendions. Un mois avant l'appel au peuple, ils appliquaient le tarif Hawley-Smoot qui, en temps normal, eût fermé la porte à nos produits dans la mesure des trois quarts de million de dollars de plus par jour. En présence de ces faits, y a-t-il un seul honorable député qui ose prétendre qu'il eût été plus avantageux pour le Canada d'adopter un régime douanier moins sévère?

Des VOIX: Oui.

Des VOIX: Non.

M. ROWE: Quelques-uns disent oui et d'autres, non. Ce développement unilatéral que l'on constate de 1920 à 1929 a contribué dans une grande mesure à précipiter la crise actuelle. Je parle de l'agriculture, non pas seulement en ma qualité de cultivateur, mais parce que la prospérité future du pays repose, j'en suis convaincu, sur la prospérité agricole. Le bon vieux Livre, que je conseille à mes honorables amis d'en face de lire plus souvent, renferme cette maxime: "Nous devons chercher notre subsistance dans les fruits de la terre et les troupeaux des champs". C'est de ce côté qu'il faut nous tourner dans les temps d'adversité. Qu'est-il arrivé pendant la période de prospérité de 1920 à 1929? L'amélioration de l'outillage et la fertilité du sol ont contribué à l'accroissement de la production du blé avec une main-d'œuvre réduite, mais examinons le chiffre des exportations de produits de la culture mixte. En 1920, nous avions vendu à la mère patrie pour 77 millions de dollars de viandes seulement, tandis qu'en 1929 nous devions en importer 41 millions de livres pour nourrir notre population. A la faveur d'un tarif peu élevé, les pays producteurs de viande à bon marché pouvaient expédier ces produits au Canada, pour ne rien dire des autres denrées agricoles.

Persuadé que c'est seulement en conservant, améliorant et restaurant la prospérité agricole que nous assurerons la prospérité générale, le premier ministre actuel a fait un brillant effort en 1930, en dépit du fait que tous les marchés étrangers nous étaient fermés, comme tous en conviendront.